

Le député de Saint-Jean-Est prétend que le chômage est dû à la gabegie du gouvernement. Permettez-moi de lui dire ce qui cause le chômage dans une région telle que celle que je représente. En moyenne, le taux de chômage actuel dans ma région est d'environ 10 p. 100, mais dans la ville de Fort Erie le taux de chômage au cours des deux dernières années a atteint 18 p. 100, 20 p. 100, voire même 21 p. 100.

C'est loin d'être un problème sur lequel le gouvernement peut exercer un grand contrôle. Au cours des quatre dernières années, le chômage dans la ville de Fort Erie a été causé par des événements qui sont survenus dans quatre grands établissements. Je peux les énumérer. Le premier est survenu dans une fabrique de piles où il y a eu un conflit de travail et 110 travailleurs licenciés. Cela n'avait rien à voir avec la bonne ou la mauvaise gestion du gouvernement.

Le plus grand nombre de licenciements ont été effectués ensuite à l'usine de Horton CBI Limited. Cette compagnie fabriquait des autoclaves en acier. Ces mises à pied ont été attribuées à l'annulation des contrats de la compagnie avec l'Hydro-Ontario. On lui avait demandé de fabriquer des autoclaves en acier pour les génératrices nucléaires que l'Hydro-Ontario a décidé de ne pas construire. Quelques centaines de personnes ont été licenciées du jour au lendemain à cause de l'annulation des contrats.

Le troisième établissement a été l'Ontario Jockey Club. A cause du ralentissement de l'économie américaine, l'Ontario Jockey Club a décidé de transférer des dates de courses de sa piste de Fort Érié à sa piste de Toronto. C'était une décision nécessaire et une preuve de saine gestion de la part de ce club. Je ne peux pas condamner la décision du club. J'ai abordé la question avec le président et le vice-président du conseil. Ils m'ont expliqué qu'à cause du taux de chômage de 18 à 20 p. 100 qui sévissait à Buffalo et à New York, trop peu de parieurs traversaient encore la pont Peace pour venir parier leurs \$2. L'hippodrome n'était donc plus rentable, c'est pourquoi les courses prévues à l'origine se joueront à Toronto.

Il y a environ quatre ou cinq ans, une société de Fort Érié appelée Fleet Industries employait 750 personnes. Deux années plus tard, elle ne comptait plus que 350 employés, ce qui représente une compression de personnel d'environ la moitié. Ces mises à pied n'ont pas été provoquées par la politique du gouvernement; elles ont eu lieu malgré toutes les tentatives qu'il a pu entreprendre pour les éviter. Elles étaient tout simplement attribuables à un ralentissement des affaires dans l'industrie aéronautique qui a débuté aux États-Unis à la suite du quadruplement des prix du pétrole et du fuel décidé par les pays de l'OPEP entre 1970 et 1975. Lorsque le prix du carburant pour avion a augmenté, le coût du transport aérien et le coût d'achat et d'exploitation des avions ont augmenté aussi et les gens étaient moins intéressés à dépenser de pareilles sommes pour voyager autour du monde. L'industrie de l'aéronautique et celle du tourisme en ont souffert et les transporteurs se sont mis à acheter de moins en moins d'avions.

Assurance-chômage—Loi

Cela a entraîné la mise à pied de travailleurs de l'industrie de l'aéronautique.

● (1522)

Ce sont quatre exemples éloquentes de la façon dont le chômage peut s'insinuer dans une circonscription. Il ne s'agissait en aucun cas de ce que mon ami, le député de Saint-Jean-Est, appellerait la mauvaise administration du gouvernement. Il ne s'agissait pas de cela du tout. Ce problème résultait de la chute des affaires dans l'industrie aéronautique, d'un conflit de travail dans une fabrique de piles électriques, du changement des dates de courses par une société qui voulait maintenir sa production, je veux dire l'Ontario Jockey Club, et de l'annulation, par le gouvernement conservateur de l'Ontario et l'Hydro-Ontario, de ses contrats de construction de centrales nucléaires et de fabrication d'autoclaves qui étaient nécessaires à ces travaux. Ce sont là les causes du chômage dans cette localité.

J'entends d'étranges observations venant d'en face. Il y a quelques jours, le chef de l'opposition (M. Clark) blâmait le gouvernement d'intervenir dans l'industrie aéronautique et dans la conduite des affaires des transporteurs aériens. Je vous ai signalé, monsieur l'Orateur, que dans ma circonscription, une fabrique de pièces d'avion avait mis à pied 50 p. 100 de son personnel.

Mais laissez-moi raconter aux députés la suite de l'histoire et le bon virage qu'elle a pris. Il y a deux ans, cette société s'est vu adjuger des contrats, par l'entremise de la société Lockheed Corporation, pour des pièces d'appareils de patrouille à long rayon d'action—le cône avant et le poste de pilotage de ces appareils seront contruits dans ma circonscription. Parce qu'il s'agit d'une société dynamique et qui travaille dur, que ses effectifs sont efficaces et qu'elle compte parmi eux depuis longtemps des personnes d'expérience, et parce que le gouvernement a pour politique de produire au Canada le plus grand nombre possible de pièces possible pour ces avions de patrouille à long rayon d'action, elle a survécu et ses affaires sont aussi bonnes maintenant qu'elles l'étaient avant 1958. On se souviendra qu'à cette époque, le gouvernement dirigé par un ancien premier ministre, qui siège maintenant en face, le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker), avait décidé d'abandonner l'appareil Avro Arrow, décision qui avait presque anéanti l'industrie aéronautique canadienne.

Jamais dans l'histoire du pays ou de la circonscription l'usine n'a été aussi prospère, si ce n'est avant 1958. Il y a deux ans, 350 personnes y travaillaient, et nous prévoyons qu'en 1980 cette usine emploiera 1,000 personnes, soit plus que jamais. Ce sera grâce aux mesures que le gouvernement actuel prend pour aider les industries et créer des emplois et grâce à son excellente administration.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je connais bien le député et je sais qu'il ne voudrait pas induire le pays en erreur, mais il a mentionné à deux reprises que le programme APGA favorisait l'industrie du pays. Il devrait dire la région centrale du Canada . . .